

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 26 octobre 2014

N° 406

PRIX : 0,60 Euro

EBOLA



**L'IMPUISSANCE DES ÉTATS AFRICAINS
ET L'HYPOCRISIE DES GRANDES PUISSANCES
DANS LA LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

-Ebola

L'impuissance des Etats africains et l'hypocrisie des grandes puissances dans la lutte contre l'épidémie

Page 3

Menace d'Ebola au Mali

Page 4

Sénégal

A.Wade-Macky Sall : je te tiens tu me tiens ...

Page 6

Côte d'Ivoire

-Procès des pro-Gbagbo à Abidjan

-Comment lutter contre le virus d'Ebola quand il n'y a ni eau ni électricité? (p 8)

Page 9

Madagascar :

Ravalomanana est revenu ... et après ?

ABONNEMENT

FRANCE : En tarif réduit

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy Cedex

Notre site: www.uatci.org

EBOLA

L'IMPUISSANCE DES ÉTATS AFRICAINS ET L'HYPOCRISIE DES GRANDES PUISSANCES DANS LA LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE

Ces derniers temps, les grands médias de la planète se sont mis à parler de l'épidémie d'Ébola parce que les victimes ne sont plus seulement en Afrique de l'Ouest mais aussi en Europe et aux États-Unis. Un patient, avec tous les symptômes de cette épidémie, s'est présenté dans un hôpital du Texas et on l'a renvoyé chez lui en lui recommandant de prendre des antibiotiques et du paracétamol. Deux semaines après, le malade est mort. Les deux infirmières qui l'ont examiné ont été contaminées. Récemment un médecin qui travaillait pour Médecins sans Frontière en Guinée, en rentrant chez lui à New York, a ressenti les symptômes d'Ébola. Cette fois-ci les autorités sanitaires américaines ont pris toutes les mesures médicales nécessaires pour le soigner. La fiancée et les deux amis du médecin ont été mis en quarantaine. Il y a eu un cas similaire en Espagne. En France par contre il y a eu plus d'effolement que de peur. À la moindre alerte tout le monde en parle. Une personne qui vient de la Guinée devient un suspect et il est mis en quarantaine.

En Afrique de l'Ouest, dans les pays limitrophes de la Guinée et du Libéria, des cas commencent à se présenter, celui par exemple d'une fillette de deux ans qui est revenue à Kayes, au Mali, après avoir voyagé en Guinée, en compagnie de sa grand-mère. Elle a succombé à la maladie. En Côte d'Ivoire, un aide-soignant guinéen potentiellement contaminé, rentré clandestinement, a disparu de la circulation. Ce qui est sûr, c'est que même si les autorités se disent vigilantes, les frontières sont incontrôlables. Cela veut dire que la lutte contre cette épidémie demande des moyens nettement plus importants que ceux qui ont été mis en place. À l'heure actuelle, sur environ 10.000 cas recensés, on dénombre près de 4 900 morts depuis environ un an. Et la propagation de l'épidémie va en augmentant.

Certes des organismes internationaux comme l'OMS, (Organisation Mondiale de la Santé), MSF (Médecins Sans Frontière) sont mobilisés dans certaines zones infectées par le virus Ebola . Des États de divers pays occidentaux et d'Afrique font des dons en argent et en personnel médical. Il s'avère que pour l'instant ces aides sont insuffisantes. Les grandes puissances comme les États-Unis et les pays de l'Union Européenne font certes de grandes déclarations et des gestes de charité. Mais c'est misérable et ce n'est pas du tout à la hauteur de leurs moyens. Un tout petit

pays comme Cuba, avec ses faibles moyens économiques, fait beaucoup plus pour aider les populations africaines dans la lutte contre cette épidémie en envoyant un nombre de médecins supérieure à celui de toutes les grandes puissances.

On sait très bien que lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts, les grandes puissances savent mettre en jeu des moyens très efficaces. Les exemples sont nombreux. Dans le passé, elles se sont bien alliés pour mettre en branle tous leurs moyens militaires sophistiqués pour virer le régime de Saddam Hussein en Irak et s'emparer

des richesses pétrolières du pays. Et à l'heure actuelle, ces mêmes États ont fait l'Union sacrée pour écraser les milices du groupe État Islamiste (EI). Les moyens en jeu sont importants.

Mais quand il s'agit de s'occuper de la santé des populations, cela devient négligeable dans leurs préoccupations. Quant aux dirigeants des pays africains, ils sont avant tout préoccupés par le pillage des caisses de l'Etat et sont autant méprisants envers les intérêts des populations pauvres de leurs pays que serviles envers ceux de leurs maîtres des puissances occidentales.

LIBERIA

LE PERSONNEL DE SANTÉ A RAISON DE FAIRE GRÈVE

Dans ce pays, 96 agents de santé s'occupant des personnes atteintes par le virus Ebola, sont mortes par contamination. Cela a suscité à juste raison un climat d'indignation chez cette catégorie de personnel qui refuse de continuer à travailler avec du matériel de protection insuffisant ou inadapté. Les grévistes réclament aussi une prime pour les risques encourus et le soutien des organismes internationaux qui ont débloqué des fonds pour épauler le gouvernement libérien (même si ces fonds sont insuffisants par rapport aux besoins réels sur le terrain).

Le gouvernement corrompu de ce pays ne veut pas rendre des comptes sur l'utilisation de l'aide internationale et refuse toute négociation, tentant même de dresser l'opinion publique et les familles des malades, contre les grévistes, accusant ceux-ci d'être des égoïstes ingrats qui seraient insensibles à la détresse des victimes d'Ebola. Il vient même d'interdire aux journalistes l'accès aux hôpitaux, sans doute pour que la population soit maintenue dans l'ignorance des conditions de travail du personnel soignant et de la prise en charge des malades. Révoltant!

EBOLA OU PAS, LES RAPACES DU SPORT NE VOIENT QUE LEURS INTÉRÊTS

L'annonce par les autorités marocaines d'un "éventuel report", à cause du virus Ebola, du tournoi de football de la Coupe d'Afrique qui doit se dérouler au Maroc du 17 janvier au 8 février 2015, a provoqué une vive indignation dans le milieu des sponsors et des médias de retransmission des matchs. Ils sont avant tout

préoccupés par la masse d'argent qu'ils ont prévue d'engranger à l'occasion de ce tournoi, alors il n'est pas question pour eux que celui-ci soit reporté, quels qu'en soient les risques encourus. La santé des joueurs et surtout des spectateurs ne compte pas beaucoup pour ces rapaces qui s'enrichissent du sport.

MENACE D'EBOLA AU MALI

Les autorités maliennes ont annoncé le premier cas d'Ebola au Mali. Il s'agit d'une fillette de deux ans décédée le 24 octobre dernier dans un hôpital de la ville de Kayes. Elle aurait contracté le virus lors d'un voyage dans une région infectée de la Guinée voisine.

Cette nouvelle a de quoi alarmer, à juste titre, les travailleurs immigrés maliens de France dont une grande majorité provient de la région de Kayes. L'arrivée de ce virus dans cette ville constitue en effet une grande menace pour leurs familles et leurs amis.

Les autorités maliennes se veulent rassurantes. Elles ont immédiatement annoncé qu'elles ont "*déployé des efforts considérables*" pour empêcher la propagation du virus. Le ministère de la Santé a assuré que les personnes ayant été en contact avec la victime ont toutes été placées sous surveillance, et que le bus dans lequel la fillette avait voyagé a été retrouvé et désinfecté. Les médias ont été mis à contribution pour lancer des messages de "*vigilance*" et donner des "*conseils d'hygiène*" à la population.

En fait il y a plus de discours et d'autosatisfaction que d'actions concrètes pour

venir au secours de la population au cas où le virus se propagerait dans le pays. Le Mali ne possède en effet pas plus de moyens que la Guinée ou le Liberia pour faire face à l'épidémie. Il ne peut compter que sur l'aide internationale. Mais le gouvernement français, par exemple, qui a été si prompt à déployer ses troupes militaires et son aviation au Nord du Mali pour défendre les intérêts économiques des capitalistes dans cette région du Sahel, n'est pas si prompt à agir lorsqu'il s'agit de venir au secours des populations devant une menace épidémique. Les travailleurs ont donc de quoi être inquiets de la menace qui pèse sur la vie de leurs proches.

MALI

IBK VA-T-IL TROUVER DES BOUCS ÉMISSAIRES POUR MASQUER SES MICMACS ?

La presse malienne comme les médias internationaux ont dévoilé l'affaire de l'achat d'avion présidentiel d'IBK ainsi que celle des achats d'armes (d'un montant de plus de 100 milliards de francs Cfa) par IBK en toute discrétion, par l'intermédiaire d'hommes d'affaires véreux. La presse parle de "transaction douteuse" et sous-entend que IBK et ses proches ont empoché d'énormes commissions au passage. Le nom de Karim Keïta (le fils d'IBK, député et

en même temps président la Commission défense à l'Assemblée nationale) figure parmi les éventuels bénéficiaires des opérations financières.

IBK n'a qu'une envie en ce moment, celle d'étouffer le scandale avant qu'il ne prenne trop d'ampleur. Alors, quelques têtes de ministres ou de hauts fonctionnaires vont peut-être tomber pour servir de boucs émissaires. Mais cela ne trompera pas grand monde.

SÉNÉGAL

ABDOULAYE WADE - MACKY SALL : JE TE TIENS TU ME TIENS ...

L'ancien président sénégalais, Abdoulaye Wade, est sorti de sa retraite dorée, de sa demeure cossue de Versailles pour se rendre à Dakar afin, dit-il, de "défendre l'honneur" de son fils Karim, actuellement en prison au Sénégal pour "enrichissement illicite" et détournement de des deniers publics.

Depuis le 18 avril 2013, Karim Wade est en effet écroué avec sept autres personnalités proches de l'ancien président, à la prison de Reubeuss, dans la capitale sénégalaise, en attendant son procès reporté plusieurs fois déjà.

Quand Wade était encore président du Sénégal, il avait propulsé son fils dans la vie politique, au sein du PDS (son parti politique) et au sein de l'appareil d'Etat, de préférence dans le cercle restreint du palais présidentiel, là où tout se décide, particulièrement les affaires les plus lucratives. Ce n'était un secret pour personne que Wade préparait son fils à sa propre succession; et ce dernier se voyait déjà khalife à la place du khalife. En 2009 il est nommé par son père "*ministre d'État, ministre de la Coopération internationale, de l'Aménagement du territoire,*



Karim Wade à Dakar en avril 2013

des Transports aériens et des Infrastructures". Cela lui a valu le sobriquet de "*ministre de la Terre et du Ciel*". Dans le milieu fermé des hommes d'affaires, on l'appelait dans un premier temps "*Monsieur 10%*", puis "*Monsieur 15%*" (selon les révélations faites par WikiLeaks sur les télégrammes de la diplomatie américaine). Ce surnom lui a été donné dans ce milieu parce que chaque fois qu'un homme d'affaires voulait faire une affaire au Sénégal, il était obligé de passer par Karim Wade et celui-ci prélevait systématiquement "*son pourcentage*".

En l'espace de quelques années, la fortune personnelle de Karim Wade s'est élevée à 700 milliards de Francs Cfa selon les accusations de la Justice sénégalaise. Celle-ci s'est découverte des talents de pourfendeuse d'"*enrichissement illicite*", après la chute d'Abdoulaye Wade, et seulement dans le camp des perdants.

Bien entendu pour l'ancien président Wade, son fils est "*innocent*" et le procès qui lui est fait est purement "*politique*" et destiné à le salir et à le briser politiquement. Du coup, Wade a sorti sa grosse artillerie en déclarant devant la presse à Dakar, que Macky Sall est un corrompu car lui et son ministre des Mines "*ont reçu des pots de vin*" du groupe Arcelor Mital lors de la négociation entre l'homme d'affaires Indien et l'État Sénégalais sur l'attribution du contrat de concession de la mine de fer de Falémé.

Wade a déclaré qu'il va demander à son parti de porter plainte contre le "*prédateur*" Macky dans une autre affaire : celle de l'attribution en juin 2012 de deux permis de

recherche et d'exploitation des blocs de pétrole découverts au large du pays à la société Pétro-Tim Sénégal, société dont l'administrateur ne serait autre qu'Aliou Sall, le frère de l'actuel chef de l'État.

Les proches de Macky Sall ont tout de suite crié à la diffamation et menacent de poursuivre Wade en justice. Mais il faut dire que les deux hommes se connaissent bien, et de longue date. C'est Abdoulaye Wade qui a formé politiquement Macky Sall. Il lui a donné le biberon dès son jeune âge en le nommant "*conseiller personnel*". Ensuite il lui a donné un poste de ministre, puis de Premier ministre. Sentant que son heure était arrivée, Macky est sorti de l'ombrage de Wade qui préférait que son propre fils le succède à la Présidence. Macky Sall a alors quitté le PDS pour se présenter à l'élection présidentielle. Il a trouvé des alliés au sein du PDS car de nombreux caciques de ce parti ne supportaient plus l'ambition démesurée de Karim Wade qui chapotait tout.

Il faut dire que jusqu'aujourd'hui, certains caciques du PDS ne voient pas d'un bon œil le retour de Wade à Dakar. Ils auraient préféré que celui-ci reste à Paris, loin de la vie politique sénégalaise et que son fils croupisse en prison pour leur laisser les coudées plus franches. Certains ont trouvé un poste de sinécure auprès de Macky Sall en lâchant leurs alliés d'hier, d'autres ont préféré rester dans l'opposition en attendant leur heure de gloire, mais tous ne rêvent que de mettre la main sur les caisses de l'État pour leur enrichissement personnel.

Mais aujourd'hui c'est Macky Sall qui est au pouvoir et il n'est pas prêt de le lâcher. Aussitôt élu, il a voulu jouer au "*Monsieur propre*" en nommant un organisme prétendument indépendant pour traquer les malversations financières autour de l'ancien président. Mais ce dernier connaît autant de secrets sur Macky et sa bande que celui-ci en connaît sur lui, d'autant plus qu'ils faisaient tous partie de la même bande de voleurs. Alors ils peuvent jouer au jeu de "*Je te tiens, tu me tiens par la barbichette...*" dans le but de se neutraliser. C'est un vrai panier de crabes puant la magouille.

SÉNÉGAL

ALORS QUE LES DÉLESTAGES CONTINUENT LA SÉNÉLEC AUGMENTE LA FACTURE



Manifestation contre les délestages à Dakar en juillet 2014

Les habitants des quartiers populaires de Dakar sont excédés de constater que malgré les

promesses des autorités de résoudre le problème des coupures d'eau et d'électricité, rien n'a changé. Leur surprise a été grande lorsqu'ils ont constaté que la facture à payer à la Sénélec a brusquement augmenté et de manière vertigineuse. Certains ont vu leur facture doublée voire triplée.

Selon les représentants de la Sénélec, il s'agit-là d'une répercussion "normale" du prix de l'installation de nouveaux compteurs chez les particuliers. C'est du vol car cela devrait être à la charge de la Sénélec. Au lieu d'augmenter la facture des petites gens qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts, la Sénélec devrait au contraire leur verser des indemnités en guise de compensation de préjudices subis.

CÔTE D'IVOIRE

PROCÈS DES PRO-GBAGBO : COMMENT LES CAPITALISTES TRAITENT LEURS DOMESTIQUES POLITIQUES !



Plus de 90 pro-Gbagbo sont prévus d'être jugés à partir du 22 octobre à Abidjan.

Le procès des partisans de Gbagbo s'est ouvert à Abidjan. Le Rdr-Pdci au pouvoir se présente aujourd'hui en juge. Comme si ses dirigeants n'étaient pas responsables des massacres et des exactions à Duékoué, à Bouaké et à Abidjan. Comme si le Pdci n'était pas à l'origine de la haine « ivoiritaire », ethniste et xénophobe qui a entraîné la barbarie dans ce

pays. Ils se veulent blancs comme neige, alors qu'ils sont responsables au même titre que les dirigeants du FPI ! Au besoin, ils trouveront bien quelques lampistes de leur bord à jeter aussi en pâture.

Du point de vue des travailleurs, tous ces hommes politiques du Pdci, du Fpi, du Rdr et consorts sont blanc-bonnet, bonnet-blanc. Et pour cause, depuis toutes ces années, les dirigeants de tous ces partis se sont succédé au pouvoir et ont mené la même politique favorable aux plus riches. Ils ont bradé aux capitalistes privés, aux Bolloré, Bouygues, à l'Aga Khan et consorts, les entreprises d'Etat les plus juteuses. C'est ainsi que le port, les télécommunications, l'électricité y sont passés. Le pouvoir FPI qui prétendait être différent des autres a même fait mieux : non seulement il a continué la même politique initiée par le Pdci, mais il a aussi engraisé comme jamais auparavant les

banquiers occidentaux, français et américains, qui ont empoché, sous forme de remboursement de dette près de 500 milliards de francs Cfa tous les ans durant le pouvoir Fpi. Un vrai hold-up qui ne dit pas son nom ! Bien sûr, aucun travailleur n'a jamais vu la couleur de cette dette. L'argent pour la rembourser, le FPI n'a pas été le chercher dans les coffres de ces mêmes rapaces capitalistes, ou encore dans les comptes bancaires des Houphouët et autre Bédié où au moins une petite partie y avait probablement atterri sous forme de commission. En bons serviteurs des intérêts capitalistes, c'est aux travailleurs que les dirigeants du FPI ont demandé de payer la note. Cela s'était traduit par la politique de la « *trêve sociale* » dont bien des travailleurs se souviennent. Cette politique a entraîné une aggravation sans pareil des conditions vie et de travail de la classe laborieuse durant le pouvoir FPI. Alors, oui, tous ces partis

en lutte pour la mangeoire ont montré qu'ils sont avant tout au service de la classe possédante !

Les puissances capitalistes préfèrent, bien entendu, avoir à leur service un pouvoir servile. Le café, le cacao, le coton, l'hévéa et le pétrole, constituent en l'occurrence une énorme source de profit qu'elles veulent surtout préserver. Alors, Elles avaient le choix entre deux postulants les mieux aptes à défendre leurs intérêts : Gbagbo et Ouattara. Comme on le sait, elles ont préféré finalement miser sur le second. Alors, n'ayant pas besoin, au moins pour l'instant, ni de Gbagbo, ni de son équipe, malgré tous les services rendus, eh bien ces messieurs les capitalistes se comportent envers leurs domestiques politiques comme n'importe quel capitaliste se comporte envers un travailleur journalier dans le bâtiment ou dans la zone industrielle de Yopougon : il le met à la porte ! Sans la manière.

CÔTE D'IVOIRE

UN BON PREMIER MINISTRE C'EST D'ABORD FAIT POUR SERVIR LA SOUPE AUX GRANDS CAPITALISTES !

Le Premier ministre Kablan Duncan, accompagné de quelques ministres et collaborateurs, a effectué un voyage de quelques jours aux Etats-Unis, pour participer à l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du Fmi. Ils en ont profité pour se remplir les poches sous forme de frais de mission.

Lui et sa petite délégation ont, paraît-il, pompé 400 millions de francs en per diem. Manque de chance pour eux, l'affaire s'est ébruitée. Ça fait tout de même bien mauvais genre d'être pris la main dans le sac comme un vulgaire « brouteur ». Au point que son mentor Ouattara s'est même vu obligé de lui remonter les bretelles publiquement. D'autant plus qu'il n'est pas impossible qu'une partie du séjour aurait été même pris en charge par « le pays hôte ». Les journaux qui en ont fait leurs choux gras se sont focalisés sur une « assistante » de ministre qui aurait empoché chaque jour une somme de 1,5 millions de francs Cfa, pour ne rien dire sur ce qu'ont coûté individuellement à l'Etat de Côte d'Ivoire tous ces ministres en ballade et paraît-il, tous logés dans des suites

présidentielles. Soit dit en passant, ce sont ces mêmes ministres qui font ensuite des discours aux travailleurs pour leur dire que les caisses de l'Etat sont vides et qu'il faut se serrer la ceinture !

C'est à l'occasion de ce voyage que Kablan Duncan s'est vu décerner le titre de « meilleur ministre de la Finance », de l'Afrique Sub-saharienne par un magazine américain, «Emerging Market».

C'est ainsi que les capitalistes américains jugent et remercient leurs serviteurs dans les pays où ils font des affaires. Kablan Duncan fait partie de ceux-là. Il leur a déjà maintes fois démontré sa servilité tout au long de sa longue carrière dans les rouages de l'appareil d'Etat ivoirien.

D'ailleurs lors de son séjour américain, on apprend que des contrats juteux avec la Côte d'Ivoire sont en cours de signatures pour le grand profit du pétrolier Exxonmobil qui a été servi royalement à n'en pas douter. Des discussions sont aussi engagées avec d'autres pétroliers

américains que sont Anadarko et Halliburton. Quand on invite autant de capitalistes, et non les

moindre, à venir se remplir les poches, ça vaut bien une petite décoration. Non ?

CÔTE D'IVOIRE

COMMENT LUTTER CONTRE LE VIRUS D'EBOLA QUAND IL N'Y A NI EAU NI TOILETTE ?



« Gobelet », un bidonville aux 2 Plateaux à Cocody

Pour la prévention contre les risques de contamination du virus d'Ébola, il est demandé aux populations de ne pas manger de la viande de brousse, de ne pas se saluer et de régulièrement se laver les mains. Telles sont les mesures qu'il faut prendre. En effet, vu la désolation que le virus sème sur son passage, aucune mesure n'est

de trop pour prévenir la maladie. Seulement, après avoir sensibilisé les populations à la pratique d'hygiène, il faudrait bien que les mesures d'accompagnement suivent pour rendre la prévention plus efficace. Mais que constatons-nous ?

Dans certains établissements scolaires des quartiers pauvres par exemple, il n'y a pas d'eau courante. Près de six écoles primaires publiques de pk18, quartier de la commune d'Abobo, n'ont ni eau courante ni toilettes. Même le collège moderne de pk18 où sont scolarisés plus de 1500 élèves se trouve dans le même cas. C'est la même chose dans les autres quartiers pauvres comme « Derrière les Rails » où aucune école n'a de l'eau courante. Avec quoi les élèves vont-ils se laver les mains pour prévenir les risques de contamination ? Vu que la menace est réelle, l'Etat, en plus des tapages publicitaires, doit faire installer de l'eau courante dans les établissements scolaires. Mais ce serait certainement trop leur demander.

LES PAYSANS VICTIMES DU GROUPE BOLLORÉ DÉNONCENT LEUR SPOILIATION

Le groupe SOCFIN (dont l'homme d'affaires Bolloré est le principal actionnaire) possède de nombreuses filiales en Afrique (Cameroun, Sierra Leone, Côte d'Ivoire, Liberia). Il prospère dans la plantation industrielle de palmiers à huile et d'hévéa. Cela nécessite de grandes surfaces de terres cultivables et cela se fait surtout au détriment de la petite paysannerie dépossédée de sa terre. Tous les moyens sont bons pour dépouiller les petits paysans : pressions de l'État, promesses d'emplois ou d'indemnisation. Mais en fin de compte les petits paysans sont ruinés et condamnés à la misère. De plus, les terres sur lesquelles étaient cultivées des

denrées vivrières s'amenuisent au profit des cultures industrielles qui appauvrissent les sols, sur lesquels on déverse des tonnes de pesticides et de fongicides. Le groupe Bolloré lui, s'enrichit et étend ses tentacules, telle une pieuvre géante, sur de nombreux pays africains et dans un nombre toujours plus grand de secteurs économiques.

Les paysans victimes de SOCFIN se sont organisés en association représentant plusieurs pays pour porter leur revendications. Leur porte-parole a dénoncé les agissements de ce groupe. Selon lui : "De nombreuses terres, utilisées pour

l'agriculture familiale ont été cédées sous la pression de Socfin. Un grand nombre de personnes se sont retrouvées sans ressources, dans la pauvreté, sans obtenir les emplois promis et avec des compensations extrêmement faibles [...] En Sierra Leone, un loyer misérable est payé par la Socfin pour les terres, environ 12 dollars par hectare et par an, à répartir entre l'État, la collectivité publique et les paysans. Donc au final, les paysans récupèrent environ un dollar par an".

Les défenseurs du groupe Bolloré se sont livrés à de la propagande en déclarant qu'ils

n'agissaient pas en tant que "délinquants" mais plutôt en tant que "partenaires" de la petite paysannerie africaine. Mais s'ils se permettent d'agir avec autant de cynisme vis à vis de "leurs" travailleurs comme vis à vis des petits paysans qu'ils grugent et ruinent, c'est parce que les dirigeants des États locaux se comportent avec eux comme des petits toutous d'autant plus dociles qu'ils ramassent au passage leur bakchich. Cela se fait sur le dos des petits paysans et des travailleurs agricoles qui vivent dans des conditions infernales et dont le droit à la vie est bafoué.

MADAGASCAR

RAVALOMANANA EST REVENU ... ET APRÈS ?

Marc Ravalomanana, l'ancien président chassé du pouvoir par des militaires et par la rue en 2009 et ayant trouvé asile en Afrique du Sud, vient donc de revenir au pays depuis quelques jours. Dans quelles conditions, par quels moyens, avec la complicité de qui ? Ni lui, ni le pouvoir de Hery Rajaonarimampianina, le président actuel, ni les « paparazzi » de la presse nationale, qui d'habitude sont coutumiers du moindre colportage, du moindre ragot ou fuite, font aujourd'hui preuve de mutisme sur le sujet. Seul l'ambassadeur de l'Afrique du Sud a fait une courte déclaration pour dire que les dirigeants de son pays présentaient des excuses pour ne pas avoir été au courant de son évasion. Jusqu'à quel point ce retour était « clandestin », de la part du régime et de la part des grandes puissances ? Le commun des mortels le saura peut-être un jour !



Antananarivo, 13 octobre 2014 : Les forces de l'ordre encerclent le domicile de Marc Ravalomanana.

Pour le moment « l'évadé » a été placé dans une base militaire à Antsiranana, une ville provinciale située très au nord, et donc très

éloignée de la région Vakinankaratra, considérée comme étant son fief.

L'appel de son épouse Lalao à descendre massivement dans les rues d'Antananarivo la capitale, pour soutenir le retour de son mari le président déchu, n'a été suivi que très mollement car à peine quelques centaines de leurs partisans ont osé braver l'interdiction de manifester et surtout les coups de matraques ainsi que les bombes lacrymogènes.

Actuellement toute la presse parle de « réconciliation nationale », un processus qui serait à mettre en place et qui mettrait fin au « cycle de crises politiques qui paralysent le pays ». La date, l'endroit et la forme de ce processus, ne sont pas clairement définis, mais tout un échafaudage de raisonnements se fait jour. Selon la vision d'un prétendu Club Développement et Ethique (CDE) et de celle de « personnalités de la société civile », il ne devrait pas y avoir de remise en cause de l'actuelle structure étatique car elle a été mise en place par des élections et donc par « voie démocratique ». On voit là où va leur préférence !

Mais les différentes tendances politiques actuelles, à la tête desquelles il y a les dirigeants qui se sont succédé à la tête de l'Etat et qui ont visiblement pris goût à la chose, vont-ils renoncer demain à leurs ambitions d'arracher au moins des postes substantiels pour eux et pour leurs clans ? Parce que dans ce système corrompu jusqu'à la moelle, les postes

ministériels, les fauteuils des hauts fonctionnaires, sont toujours synonymes d'enrichissement personnel et de lucre. Ne dit-on pas que « la bouche qui a tété n'oublie pas le goût du lait » !

Et puis il n'y a pas que l'appétit des chevaux de retour, il y a aussi une ribambelle de petites « écuries » tantôt associées au pouvoir, tantôt dans l'opposition, qui fluctuent au gré du vent et flairent vite les chemins qui mènent à la mangeoire. Ils ne cherchent qu'à sucer tout ce qu'ils peuvent sucer et très rapidement vu que par ces temps de compétition exacerbée, ils savent qu'ils ont peu de chance d'y faire de vieux os. On appelle ça le « ady seza » (lutte pour un fauteuil).

Le pouvoir actuel en place depuis une dizaine de mois se révèle aussi incapable que ceux qui l'ont précédé, de guérir aucun des maux qu'il prétendait éradiquer : La JIRAMA, société qui a en charge les réseaux d'eau et d'électricité du pays, est, peut-être encore plus que précédemment, incapable d'assurer convenablement son rôle. L'eau et l'électricité sont coupées de façon récurrente et les délestages sont nombreux et surtout sélectifs car ils frappent surtout les quartiers pauvres. Il y aurait un détournement de carburants d'au moins 3000 litres par mois. Le ministre de l'énergie Fienena Richard, vient d'être limogé le 22 octobre. Mais c'était surtout un bouc émissaire car les problèmes de la JIRAMA datent depuis bien avant sa nomination à ce poste. Il était N°2 du parti politique MMM qui compte une douzaine de députés et qui choisit du coup de basculer dans l'opposition.

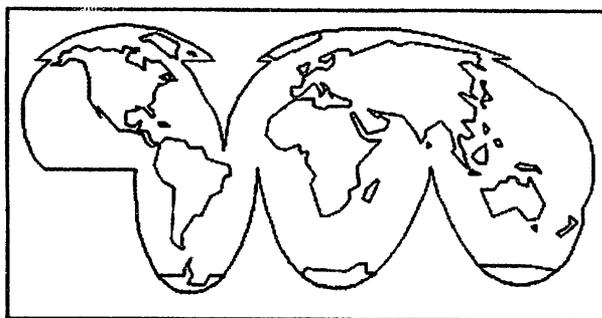
Depuis plusieurs semaines, des enseignants non fonctionnaires au niveau des

écoles publiques sont en grève. Ils revendiquent leur intégration au sein de la Fonction Publique. Le Ministère de l'Education Nationale n'a prévu de recruter que 10 mille d'entre eux alors que leur effectif est estimé à 75 mille sur l'ensemble du territoire.

Par l'intermédiaire de la Télé, le gouvernement a récemment fait savoir que grâce à l'action du capitaine Faneva (monsieur Zorro local), et grâce aux Dina (sortes d'organisations traditionnelles d'éleveurs), 2800 dahalo (pilleurs de zébus) sur les 3200 se seraient rendus. La télé a montré des images de nombreuses personnes en tenue verte, déposant leurs armes et se disant prêtes à ne plus recommencer en échange de leur impunité et aussi de l'attribution d'un moyen de subsistance. Des bailleurs de fonds seraient dans le coup pour subventionner cette opération en attendant de leur trouver une occupation rémunérée telle qu'elle leur a été plus ou moins promise avec le concours des églises qui organisent des séances de prières collectives avec ces pauvres gens en haillons recrutés par des mafias qui elles semblent ne pas être touchées. « La religion c'est l'opium du peuple » affirmaient Marx et Engels au 19ème siècle. Mais cet opium ne guérit pas le mal, tout au plus il permet aux classes riches d'anesthésier temporairement la souffrance causée par leur système ignoble et de prêcher la résignation.

En tout cas, tous les ingrédients d'une nouvelle crise sont à nouveau en train d'être réunis car le pillage capitaliste et l'exploitation des classes pauvres ne font que s'aggraver à Madagascar comme partout ailleurs.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

FRANCE

**SEULE UNE LUTTE D'ENSEMBLE
DE LA CLASSE OUVRIÈRE PEUT EMPÊCHER
LES CAPITALISTES DE NUIRE**

Le gouvernement français vient de décider qu'à partir du premier juillet, les allocations familiales des familles qui atteignent 6.000 euros par mois vont être réduites. Certains dirigeants présentent cette mesure comme une « justice sociale », laissant entendre par là que l'Etat s'en prend enfin à la bourse des riches. Mais en réalité les familles les plus pauvres ne gagneront pas un seul centime de plus grâce à cette mesure ; elle ne les aidera donc pas à payer leur loyer, leurs courses, leurs factures d'eau ou d'électricité, etc.

Les conditions de vie des travailleurs et des petites gens risquent de s'aggraver encore plus avec la crise qui continue et dont même les spécialistes au service du capitalisme sont incapables de prévoir la fin. Déjà les familles à petits revenus ont de plus en plus de difficultés à joindre les deux bouts ; si d'autres mesures gouvernementales tombent -et c'est certain si rien n'est fait- elles risquent d'être carrément prises à la gorge. Elles seront poussées à la révolte et n'auront pas d'autre choix que de se battre.

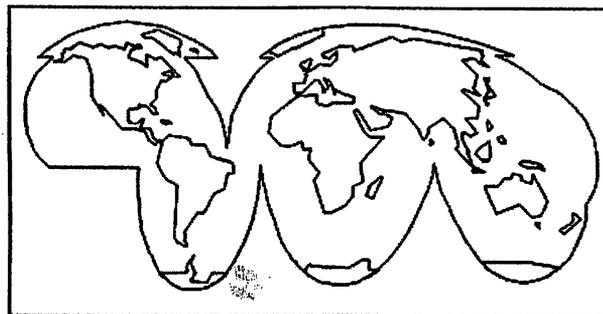
Le gouvernement continue de ronger les revenus déjà faibles des travailleurs et des

masses pauvres, il fait de plus en plus des cadeaux au patronat sous divers prétextes comme "l'aider à embaucher", mais il n'embauche pas. Le nombre de chômeurs ne fait qu'augmenter, de l'aveu même des dirigeants de l'Etat. Tandis que pour les travailleurs qui ont encore la chance d'avoir un emploi plus ou moins stable, le pouvoir d'achat (déjà fortement amputé par des années de blocage de salaires, par l'augmentation incessantes des loyers, de l'électricité, du déremboursement des frais de médicaments et de la cherté de la vie en général), ne cesse de fondre comme neige au soleil. Toutes les mesures d'économies prises par les gouvernements, de droite comme de gauche, depuis près de 15 ans, ne font que favoriser les patrons.

Les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés, n'ont rien à attendre des mesures gouvernementales. Les dirigeants politiques de droite comme de gauche sont au service d'un ordre social aussi injuste qu'inégalitaire ; ils servent le grand patronat et les riches de ce monde capitaliste.

Seule une lutte d'ensemble de classe ouvrière peut mettre un terme à leurs nuisances.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.